

MANIFESTONS

SAMEDI 28 OCTOBRE

dès 14h Place Guichard pour exiger :

Pour le GEL des LOYERS
UN LOGEMENT ABORDABLE et DÉCENT POUR TOUS !

• Le gel des loyers, des prix de l'énergie et la hausse des APL

• Un plan massif d'isolation et de rénovation des passoires thermiques

• La réalisation massive de vrais logements sociaux à la place des logements pour spéculer

• La taxation des gros patrimoines immobiliers et des profits spéculatifs

• L'arrêt des expulsions et de la chasse aux classes populaires, qui alimentent le logement cher et la crise du logement.



Charges : stop à l'augmentation sans contrôle !

Les provisions de charges versées par les locataires ne doivent pas servir de réserves financières pour les bailleurs ou régies. Elles doivent être au plus près des dépenses réelles, mais les régularisations tardent : avant toute augmentation, il faut commencer par présenter les dépenses réelles aux locataires et leur permettre de contrôler les factures !



Cette année les loyers vont encore augmenter de 3,5%. Cela fera 7,1% en un an, presque un 13ème mois de loyer, sans compter l'inflation sur les prix de l'alimentation (+20%), de l'essence, mais aussi de l'énergie, etc..! Le nombre d'impayés explose !

Nous locataires, subissons sans cesse des hausses de loyers et de charges. **En 1973, les locataires consacraient 10% de leurs revenus au loyer, aujourd'hui, c'est près de 30%...** en moyenne, et pour beaucoup c'est plus de la moitié des revenus, c'est notre plus gros poste de dépense !

La flambée des prix rendent les fins de mois encore plus difficiles, contraignant beaucoup à faire appel à la solidarité pour se nourrir, **à sacrifier les postes santé, scolarité, vacances, transports...** à vivre sans chauffage ou dans une passoire thermique.

Au logement cher, s'ajoutent, les pratiques illégales des régies et agents immobiliers, qui fraudent l'encadrement des loyers, le gel du loyer lors du changement de locataire, les normes de décence...

Ils profitent de la pénurie de locations et de HLM, aggravée par les locations Airbnb et les logements vacants.

Les lois qui protègent les mal-logés et les sans-toits sont bafouées par l'État : loi DALO, droit à l'hébergement etc..

Plutôt que de produire en priorité les logements sociaux dont nous avons besoin, car le nombre de demandes HLM atteint les 2,3 millions, le Gouvernement aggrave la crise du logement : toujours moins de bénéficiaires des APL, il ponctionne les caisses du logement social et vient même au secours des promoteurs. Il détruit des logements sociaux dans les quartiers populaires au nom de la « mixité sociale » et de la « sécurité » pour mieux briser les liens sociaux ou chasser des habitants.

Plutôt que de réquisitionner les logements vacants qui sont au nombre record de 3,2 millions, il criminalise les locataires qui n'arrivent plus à payer leur loyer !

Avec les soutiens de :

